

ment à aucun établissement de notre pays, et il aurait contribué d'une façon appréciable à relever le commerce entre les divers pays de l'empire.

Il est une chose que nous n'accepterons pas, —et que devraient rejeter non seulement le Canada, mais aussi tout autre dominion, et la Grande-Bretagne elle-même,—nous n'accepterons aucune convention tarifaire tendant à entraver la liberté de l'un quelconque des dominions autonomes ou de la Grande-Bretagne elle-même en ce qui touche aux traités de commerce avec d'autres pays qui ne font pas partie de l'empire. Nous nous opposerons à toute mesure propre à engager, à lier des parlements futurs. Personne n'a prétendu avec plus d'éloquence que mon très honorable ami qu'aucun Parlement ne doit chercher à engager ses successeurs. Avant la conférence, il devrait énoncer clairement au public canadien son intention d'assurer que la liberté des parlements en matière tarifaire soit sauvegardée, quelles que soient les conventions conclues. Sauf en ce qui tendrait à entraver les parlements futurs, à restreindre notre commerce avec les autres pays du monde, le Gouvernement peut assurément compter sur l'appui de l'opposition pour accroître dans la mesure du possible les échanges entre les différentes nations de l'empire.

Ici je voudrais répondre à une observation faite dans d'autres débats par mon très honorable ami. Il a affirmé que le très honorable sir Wilfrid Laurier comme notre premier ministre actuel avait cherché à marchander, lui aussi, lorsqu'il s'est rendu en Angleterre en 1902; et il a cité à l'appui une résolution adoptée en cette circonstance. Sir Wilfrid Laurier n'a rien fait de la sorte. Voici quelle était la situation en 1902: La Grande-Bretagne avait frappé d'un droit toutes les denrées alimentaires importées, quelle que fût leur provenance; il lui fallait trouver des fonds pour solder les frais de la guerre dans le Sud-Africain. C'était une mesure temporaire et purement fiscale. Sir Wilfrid Laurier a exposé que le Canada espérait que la Grande-Bretagne retire cet impôt, pour les produits canadiens du moins, puisque nous accordions une préférence à la Grande-Bretagne sur nos marchés. Il a fait valoir qu'à un moment où la Grande-Bretagne établissait un impôt, elle devait nous accorder une préférence en échange de celle que nous lui avions consentie. Cette attitude était bien différente de celle prise par mon très honorable ami à la dernière conférence économique impériale: il a énoncé, en effet, que pour s'assurer notre coopération, la Grande-Bretagne devait modifier sa politique fiscale et imposer des taxes. Sir Wilfrid Laurier a toujours dit qu'il se croyait absolument

sûr que le jour où la Grande-Bretagne changerait sa politique fiscale et conséquemment imposerait des droits de douane, on pouvait compter qu'elle accorderait au Canada une préférence volontaire, tout comme le Canada lui en avait accordé une. Elle en agira ainsi, je crois, et le peuple canadien en général l'espère. Si nous entrons en négociations avec la mère patrie dans cet esprit, nous pouvons attendre de la prochaine conférence impériale un fort relèvement du commerce interimpérial, une plus forte mesure de coopération et de bienveillance.

Pour ce qui est du parti libéral, c'est le résultat que nous espérons obtenir de cette conférence. Nous avons confiance que la conférence constituera un facteur important dans le relèvement du commerce entre les diverses parties de l'empire, entre la Grande-Bretagne et le Canada surtout. De plus, nous espérons que ce sera le présage d'une coopération plus intime dans plusieurs sphères d'actions parmi les diverses parties de l'empire et nous conduira, espérons-le, au dégrèvement du tarif dans les autres parties du monde et, pour ce qui est du Canada, à un relèvement du commerce avec toutes les autres nations.

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)

Reprise de la séance

Le très hon. R. B. BENNETT (premier ministre): Monsieur l'Orateur, un grand nombre des discours que nous avons entendus au cours de ce débat, y compris celui de cet après-midi, semblent indiquer que l'opposition ne se rend pas compte que nous sommes en pleine crise mondiale. Après avoir écouté le discours de cet après-midi, on croirait que nous passons des temps de prospérité ordinaires et que nous n'entendions que la vieille histoire si souvent répétée; qu'il est bon de citer de nouveau l'*Industrie et Humanité* et bon de faire connaître encore une fois au public les quatre points qui y sont mentionnés; que ces histoires dont les gens sont fatigués doivent être modifiées et contées de nouveau comme si nous étions dans des circonstances ordinaires, comme si les conditions mondiales n'avaient pas changé et étaient les conditions ordinaires dans lesquelles le Parlement s'assemble généralement.

Cependant, monsieur l'Orateur, nous sommes au milieu de la plus grande crise que l'univers ait jamais traversée. La plupart d'entre nous ont plus ou moins lu à ce sujet et ont formé des opinions et des convictions précises relativement à la situation. Certains livres, je suppose, créent une impression